



Impact de la Précarité énergétique et perspectives, Roanne, le 15/11/2021

Action publique territoriale et précarité énergétique **Logement et Mobilité - l'exemple de Roannais Agglomération**

Jean-Pierre Nicolas, Marie-Clotilde Meillerand
Laboratoire Aménagement Economie Transports, Université de Lyon



LABORATOIRE
AMÉNAGEMENT
ÉCONOMIE
TRANSPORTS

TRANSPORT
URBAN PLANNING
ECONOMICS
LABORATORY



Un travail issu du projet RESILITERRE financé par l'ADEME,

JPN & MCM, PE et c co-réalisé avec EVS, VetAgroSup et l'Agence AURA Energie-Environnement



Précarité Énergétique et action publique territoriale

Un questionnement principal

Quelles politiques publiques locales sont mises en œuvre pour lutter contre la précarité énergétique liée au logement et/ou à la mobilité quotidienne des ménages ?

- Des situations de précarité énergétique diversifiées selon les ménages et leur localisation résidentielle (revenu, logement, mobilité quotidienne)
- Des moyens différenciés selon les territoires et leurs échelles d'action (métropole, communauté de communes, commune, quartier)
- Des approches et des sensibilités différentes selon les secteurs d'action (social, logement, mobilité, énergie, planification, etc.)

=> Quels jeux d'acteurs, quelles spécificités locales et quelles éventuelles recommandations

Une méthodologie déployée sur deux axes

Enquêtes qualitatives : entretiens semi-directifs auprès des acteurs de terrains pour comprendre la prise en compte du sujet et les moyens d'action mis en œuvre

Investigations quantitatives sur les bases de données territoriales pour qualifier les formes de précarité énergétique sur un territoire

Six terrains d'étude

⇒ Six territoires aux caractéristiques bien différenciées, explorés à diverses échelles de gouvernance

Résilience

Espaces métropolitains



Saint-Fons

Villes moyennes



SCOT du Rovaltain

Espaces ruraux



La CC du Trièves

Résiliterre



Quartier Montreynaud
Saint Etienne Métropole



Roannais Agglomération



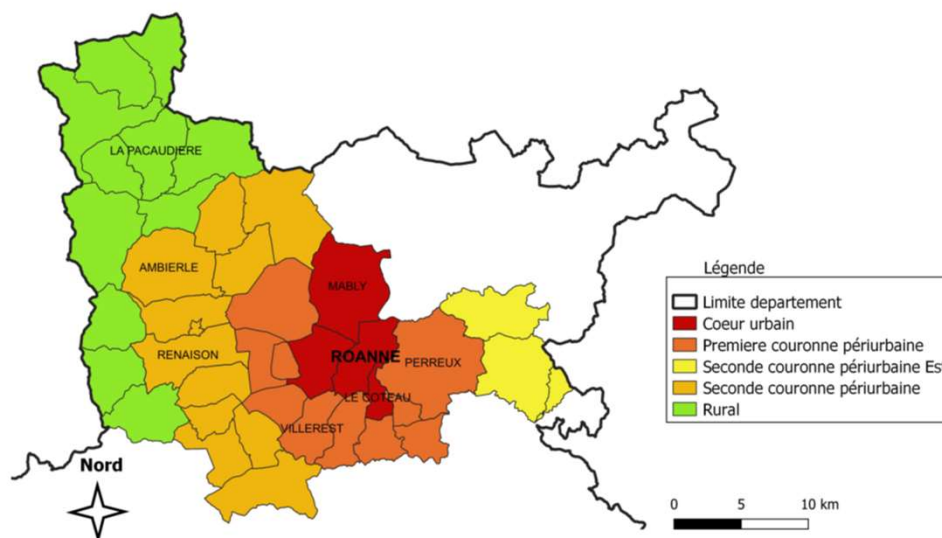
Communauté de
Communes d'Ambert

Zoom sur Roannais Agglomération



Un premier diagnostic statistique

Carte des différentes zonages du territoire de Roannais agglomération



Potentiel risque de précarité énergétique pour les populations de Roannais Agglomération par zones géographiques

	Revenu	Habitat	Mobilité
Cœur urbain			
Première couronne périurbaine			
Deuxième couronne périurbaine Ouest			
Deuxième couronne périurbaine Est			
Zone rurale			

Stage M2 de Robin André : *La précarité énergétique, ses politiques de lutte et son appropriation par les acteurs du territoire - Le cas du territoire de la Communauté d'Agglomération de Roannais Agglomération*, sept. 2020.

Une enquête qualitative

Menée au printemps et été 2020, **18 acteurs ont été rencontrés** à distance pour aborder la question de la lutte contre la précarité énergétique dans leurs postes, missions ou préoccupations (dispositifs, outils, freins, absence...)

Ces entretiens ont été menés pour l'essentiel à deux voix avec Marie-Clotilde Meillerand et Robin André, en stage de Master 2 en Aménagement-Urbanisme

Des acteurs issus de :

- 5 principaux secteurs concernés par la précarité énergétique (logement, transport, social, énergie, emploi) avec des statuts et des niveaux de responsabilités différents (Etat/collectivités locales/associations/élus).
- des acteurs transversaux ouvrant sur le champ la planification et du développement économique (action « Cœur de ville »)

Que nous enseignent ces entretiens ?

Un constat clair : la précarité énergétique est un phénomène identifié par les acteurs sur leur territoire,

- avec un parc de logements peu attractif et un marché foncier détendu ;
- des mobilités importantes et dominées par le recours à la voiture individuelle.

Mais une question qui ne fait pas partie des priorités aujourd'hui.

Deux enseignements principaux :

- 1) Derrière la précarité énergétique, **des situations très hétérogènes** suivant les secteurs
- 2) Des difficultés structurelles pour **organiser la lutte contre la précarité énergétique**

Des situations hétérogènes

Volet Habitat :

- **Prise de conscience, maîtrise des dispositifs et des crédits** disponibles pour la rénovation énergétique. En 2019, l'ensemble du budget disponible pour l'aide à la rénovation a été très rapidement sollicité = rôle pilote de la maison de l'habitat qui rassemble les différents acteurs.
- **Un enjeu Santé et précarité énergétique** sur les quartiers politiques de la ville : bénéficient de crédits et moyens spécifiques.

Volet Mobilité :

- **Une question moins reconnue** et peu explorée, peu d'acteurs porteurs de cette thématique au niveau local. Ils se sentent globalement peu concernés par la question, car les situations géographiques sont très variées.
- **Sensibilisation au niveau de la planification**
- **Des élus conscients de la nécessité d'une offre de service minimale pour la mobilité** de l'ensemble des habitants du territoire

Des difficultés pour lutter contre la PE

Historiquement, **acteurs logement et action sociale** travaillent ensemble, **mais relativement faibles interactions avec les autres secteurs** (énergie, transports, ...) même si elles existent

Des opportunités plutôt ponctuelles :

- **Le rôle des associations** : le cas d'Uniscités, action de sensibilisation à la question de la lutte contre la PE, travail avec le CCAS et les acteurs du logement, et avec EDF (financement action par EDF)
- **Cadre de la rénovation du bâti** : acteurs logement et énergie travaillent ensemble = logements moins énergivores + intégration des acteurs de la santé sur les quartiers d'habitat social principalement.
- **Le cas particulier des quartiers d'habitat social** : des moyens spécifiques (OPAH RU) et/ou accompagnement social

Un enjeu important : la réflexion autour de la planification et de la thématique *Développement durable et énergie pour organiser collectivement la lutte contre la PE*

Le cas particulier des territoires ruraux avec des publics spécifiques (vieillesse), un parc de logements souvent inadaptés (grandes surfaces), un nécessaire rôle

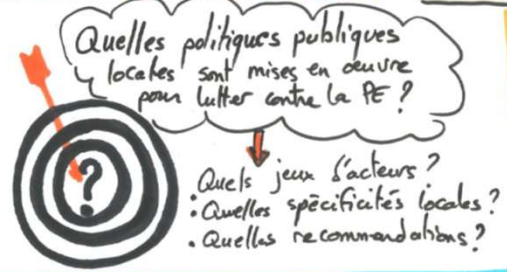
des élus pour porter cet enjeu

RÉSILITERRE

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE & ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE

L'EXEMPLE DE  ROANNAIS AGGLO

1 QUESTIONNEMENT PRINCIPAL:



- 5 secteurs
- Etat
 - Collectivités locales
 - Asso
 - Elus

ZOOM RÉSILITERRE sur le cas du ROANNAIS

- AVEC
- Un parc  peu attractif + un marché foncier tendu
 - Des mobilités  importantes et dominées par la  individuelle

MAIS... 1 QUESTION qui ne fait pas partie des PRIORITÉS aujourd'hui

1 CONSTAT CLAIR:

La P.E. = un phénomène identifié par les acteurs sur leur territoire

2 AXES MÉTHODO:

- enquêtes qualitatives : auprès des acteurs de terrain → comprendre
- investigations quantitatives : sur les bases de données territoriales → pour qualifier les formes de P.E. sur un territoire

6 TERRAINS D'ÉTUDE

explorés à diverses échelles de gouvernance

	ESPACES MÉTRO	VILLES MOYENNES	ESPACES RURAUX
Résilience	• St Fons 	• SCOT du Roannais 	• La CC du Trièves 
Résiliterre	• Quartier Mantreynaud • St Etienne Métro	• ROANNAIS AGGLO 	• CC d'Ambert

2 MESSAGES CLÉ

1 DERRIÈRE LA P.E. DES SITUATIONS HÉTÉROGÈNES

- HABITAT** 
- Prise de conscience, maîtrise des dispositifs, crédits dispo pour la RENOVATION.
 En 2019 l'ensemble du budget pour l'aide RÉNO a été rapidement sollicité = rôle pilote de la MAISON DE L'HABITAT
 - Un enjeu SANTÉ et P.E. sur les Q.P.V.
- MOBILITÉ** 
- Une question moins reconnue. Peu d'acteurs porteurs en local. des situations géographiques très variées
 - Sensibilisation au niveau de la planification
 - Des élus conscients de la nécessité d'un service minimum de mobilité

2 DES DIFFICULTÉS POUR ORGANISER LA LUTTE CONTRE LA P.E.



Merci à Aude Mingam de la Chaire HOPE pour sa synthèse de nos résultats sur Roannais

Merci de votre attention

ODENORE

Observatoire des non-recours
aux droits et services



BAROMÈTRE PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE, SANTÉ, MOBILITÉ



① Caractériser la PE pour les publics rencontrés par les acteurs sanitaires et sociaux partenaires de la démarche

3
OBJECTIFS



② Identifier les conséquences de la PE sur la santé du point de vue des publics

③ Produire une connaissance sur le NON-recours aux dispositifs et aides "PE"

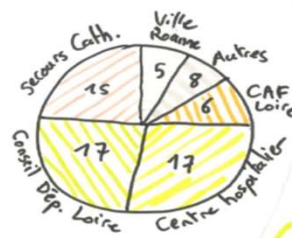
① Territoriale

② Partenaire

③ Partant du point de vue des personnes concernées



CONSTRUCTION
D'UN QUESTIONNAIRE
60 questions ≈ 15-20 minutes
de passation



68 QUESTIONNAIRES
COMPLETS

AGGLO ROANNE

3 MESSAGES
CLÉS

① DES DIFFICULTÉS LIÉES À LA P.E. + FORTES POUR CERTAINS MÉNAGES



personnes seules



Familles mono parentales



ménages aux faibles ressources (minima sociaux)



Fréquence du CUMUL DE P.E.

GENRE
♀

SITUATION
FAMILIALE

REVENUS

Logement
Mobilité

= Variables qui pèsent le + sur le risque P.E.

② LES CONDITIONS DE LOGEMENT : UN IMPACT RESSENTI SUR LA SANTÉ pour une partie des répondants

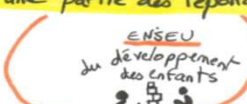


CONSEQUENCES exprimées

Anxiété



Pls de sommeil



ENSEU du développement des enfants
2 3 3

③ DES RÉPONSES À LA P.E. QUI EXISTENT SUR LE ROANNAIS MAIS QUI NE SONT PAS TOUJOURS MOBILISÉES

Enjeu central:

NON-CONNAISSANCE

• des AIDES
• de non ELIGIBILITÉ

➕ Ouverture vers la pbq de:
NON-PROPOSITION

à envisager du côté:
des personnes concernées ➕ des intervenants sociaux

car:
• non repérage de la situation du sujet
• non connaissance des aides et
➔ - professionnels
➔ - bénévoles

ANTOINE RODE
CHARGÉ DE RECHERCHE À L'ODENORE

ODENORE
Observatoire des non-recours
aux droits et services

Pacte
Laboratoire des sciences sociales

HOPE
BY FONDATION GRENOBLE INP

Les trois objectifs du baromètre

1. **Caractériser** le phénomène de précarité énergétique (logement et mobilité) pour les publics rencontrés par les acteurs sanitaires et sociaux impliqués dans la démarche
 2. Identifier les conséquences de la précarité énergétique sur la **santé**, du point de vue des publics
 3. Produire une connaissance sur le **non-recours** aux dispositifs et aides, nationales et locales, conçues pour prévenir ou réduire la précarité énergétique
-

La démarche générale de baromètre

Les trois ingrédients principaux de la démarche :

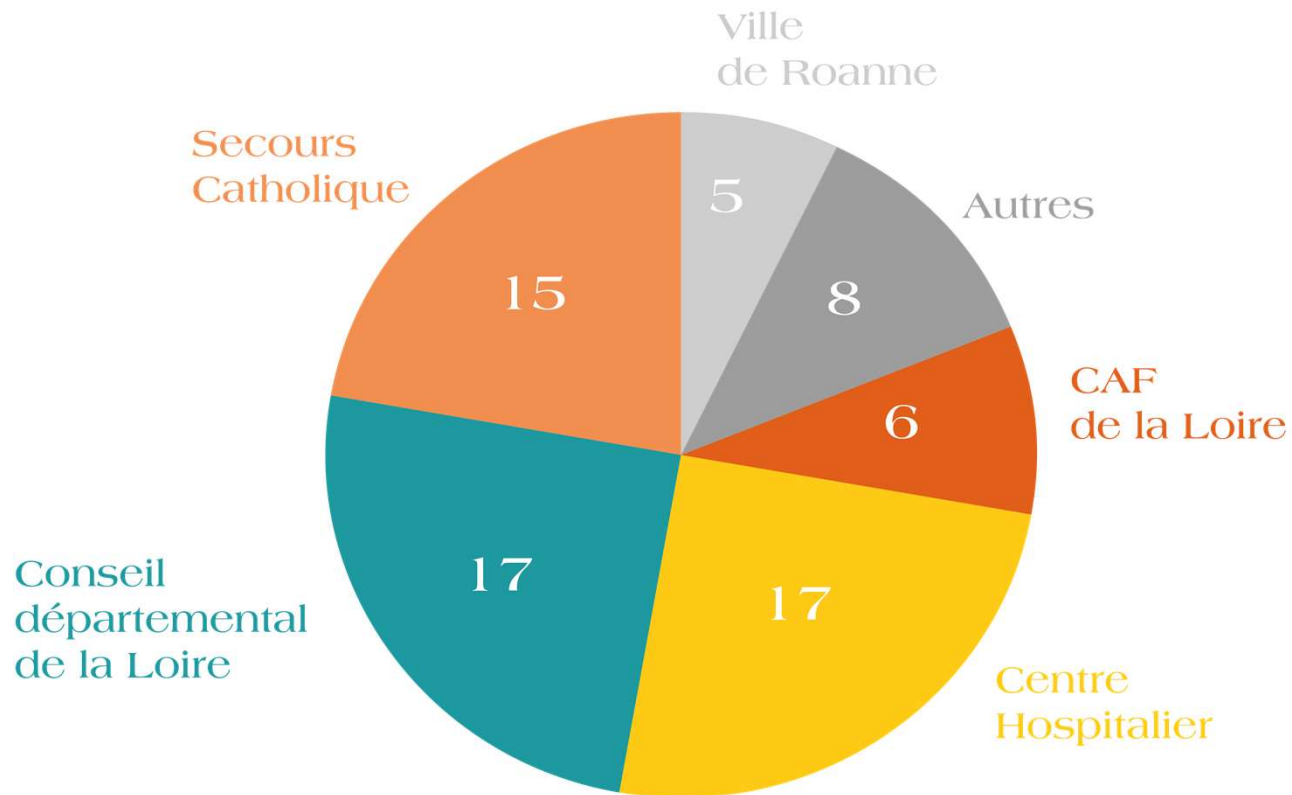
1. Territoriale
2. Partenariale
3. Partant du point de vue des personnes concernées



Une démarche qui repose sur la construction d'un questionnaire.

Une diversité de profils au sein des enquêtés

INSTITUTION DE RATTACHEMENT



- **68** questionnaires complets
- Des publics diversifiés selon l'institution de passation

La précarité énergétique, un risque inégalement réparti entre les ménages

29%

DES ENQUÊTÉS ONT RESENTI DU FROID DANS
LEUR LOGEMENT AU COURS DES 12 DERNIERS
MOIS

22%

DES ENQUÊTÉS CUMULENT DIFFICULTÉS
DE PAIEMENT DES CHARGES D'ÉNERGIE ET
RESTRICTIONS DE LEUR MOBILITÉ

31%

DES ENQUÊTÉS ONT EU DES DIFFICULTÉS À
PAYER LEUR FACTURES D'ÉNERGIE AU COURS
DES 12 DERNIERS MOIS

10%

DES ENQUÊTÉS CUMULENT MAUVAISES
CONDITIONS THERMIQUES, RESTRICTION DE
LEUR MOBILITÉ ET DIFFICULTÉ DE PAIEMENT
DES CHARGES D'ÉNERGIE

PROFIL DES MÉNAGES EXPOSÉS À LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



Une surreprésentation des
femmes



Une surreprésentation
des familles monoparentales



Une surreprésentation des ménages aux faibles
ressources (sans emploi et allocataires des
minimas sociaux)

Un impact du logement sur la santé identifié par des enquêtes

- Des problématiques de sommeil ou d'anxiété
 - Un impact sur la santé qui concerne principalement les ménages les plus précaires : familles monoparentales, sans emploi et allocataires des minimas sociaux
 - Une répercussion sur la santé des enfants
-
- **Quel coût collectif de ces situations ?**

Des aides peu connues et/ou peu utilisées : le cas du non-recours

La connaissance/non-connaissance des aides

78%

des enquêtés ne connaissent
pas des aides financières de
rénovation thermique

38%

des enquêtés connaissent
des aides financières pour les
charges d'énergie

Des aides peu connues et/ou peu utilisées : le cas du non-recours



25% des ménages ayant reçu le chèque énergie ne l'avaient pas utilisé (en 2019)



Face au non-recours, la raison centrale de l'information... mais pas la seule

La typologie de l'Odenore

4

types

La non connaissance : lorsque l'offre n'est pas connue

La non demande : lorsque l'offre est connue mais pas demandée, ou bien un droit est ouvert mais non utilisé

La non réception : lorsque l'offre est connue, demandée, mais pas obtenue

La non proposition : lorsque l'offre n'est pas activée malgré l'éligibilité du demandeur, que celui-ci connaisse ou pas l'offre

L'écho national du baromètre

Le non-recours, enjeu d'actualité dans le champ de la précarité énergétique... sur lequel les connaissances manquent



Consulter le journal

Se connecter

Le Monde

ACTUALITÉS ▾ PRÉSIDENTIELLE 2022 ▾ ÉCONOMIE ▾ VIDÉOS ▾ DÉBATS ▾ CULTURE ▾ M LE MAG ▾ SERVICES

ÉCONOMIE • POUVOIR D'ACHAT

Partage

Précarité énergétique : pour contrer le non-recours aux aides, une amélioration de l'information nécessaire

Tandis que les prix de l'énergie s'envolent, les auteurs d'une étude universitaire mettent au jour la forte méconnaissance par les ménages les plus pauvres des aides auxquelles ils pourraient prétendre.

Le Monde avec AFP

Publié le 02 octobre 2021 à 09h50 - Mis à jour le 02 octobre 2021 à 10h39 - Lecture 2 min.



20 minutes

Lire le journal du lundi 08 novembre

Jeux HOROSCOPE MODE SOMBRE NEWSLETTERS CONNEXION

Recherche

Actualité Locales Sport Entertainment Economie Planète T'as vu? Fake Off By the Web High-Tech Vidéos Podcasts MENU

Société Faits divers Politique Monde Justice Santé Présidentielle 2022 Résultats Elections Sondages Présidentielle 2022

DANS L'ACTU

Le retour de Thomas Pesquet COP26 Pass sanitaire Pédocriminalité dans l'Eglise

ACCUEIL > SOCIÉTÉ

Présidentielle 2022 : Pourquoi la précarité énergétique va devenir un thème de campagne

SOCIAL Un Français sur cinq est concerné par ce fléau, et cela pourrait encore s'aggraver avec l'augmentation à venir des prix de l'énergie

Delphine Bancaud | Publié le 04/11/21 à 18h28 — Mis à jour le 04/11/21 à 18h28

BFM BUSINESS

ÉMISSIONS ÉCONOMIE ET SOCIAL INTERNATIONAL ENTREPRISES CONSO PATRIMOINE EMPLOI IMI

ÉCONOMIE > CONSO

POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE, DES AIDES MÉCONNUES DES MÉNAGES DÉFAVORISÉS

J.B. avec AFP Le 02/10/2021 à 13:57

Merci de votre attention!

Pour plus d'information :
un working paper sur l'étude est disponible sur le
site de l'Odenore

[https://odenore.msh-alpes.fr/
antoine.rode@univ-grenoble-alpes.fr](https://odenore.msh-alpes.fr/antoine.rode@univ-grenoble-alpes.fr)



Que connaissent les acteurs locaux des liens entre précarité énergétique et santé ?

Une analyse à partir d'entretiens avec les acteurs de Roannais Agglomération

Présentation à la journée sur la Précarité énergétique à Roanne
15 novembre 2021

Ute Dubois (Institut Supérieur de Gestion, Paris)

ute.dubois@isg.fr

Recherche réalisée avec le soutien de la chaire HOPE (Fondation Grenoble INP)

Précarité énergétique (PE) et santé : que savons-nous ?

- Au cours des dernières années, un nombre croissant de recherches qui démontrent les liens entre PE et santé
 - ✓ La PE impacte la santé physique (effets du froid, des moisissures, de l'humidité) et mentale (stress, dépression)
 - ✓ Les impacts sont importants pour certains publics vulnérables (personnes âgées, enfants en bas âge)
 - ✓ Remédier à la PE, notamment en rénovant les logements, permet d'améliorer la santé
 - ✓ Ne pas remédier à la PE présente un coût social élevé
- Pourtant, la question de la santé n'est pas prise en compte systématiquement dans les actions de lutte contre la PE, notamment à l'échelle locale

Une recherche pour identifier ce que les acteurs locaux connaissent des liens

PE santé

- **Objectif : comprendre**

- ce que les acteurs locaux connaissent de la PE,
- de ses liens avec la santé,
- et comment ils voient les enjeux de l'aide aux personnes en PE.

- **Le terrain : Roannais Agglomération**

- **Les acteurs interrogés :**

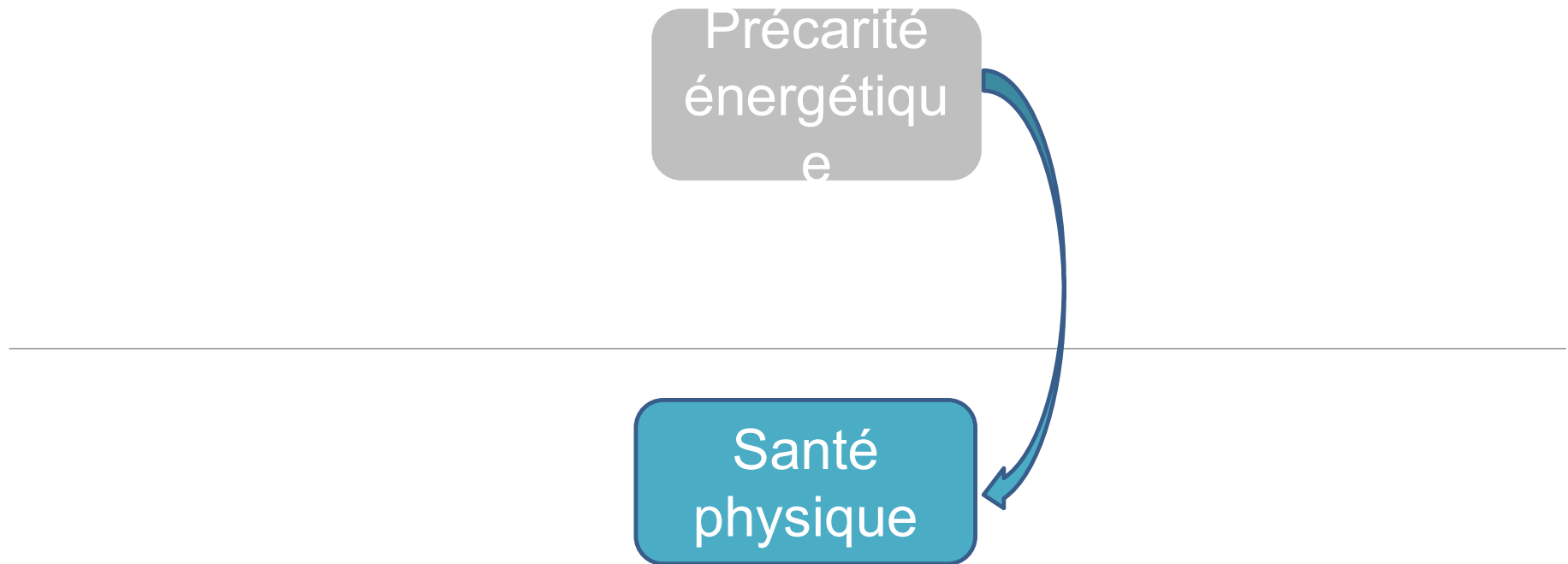
- collectivités, associations, entreprises
- dans les secteurs du social, de la santé, de l'énergie et du logement

- **Période d'enquête : 2019 (un atelier en janvier, 26 entretiens en juin, septembre et décembre)**

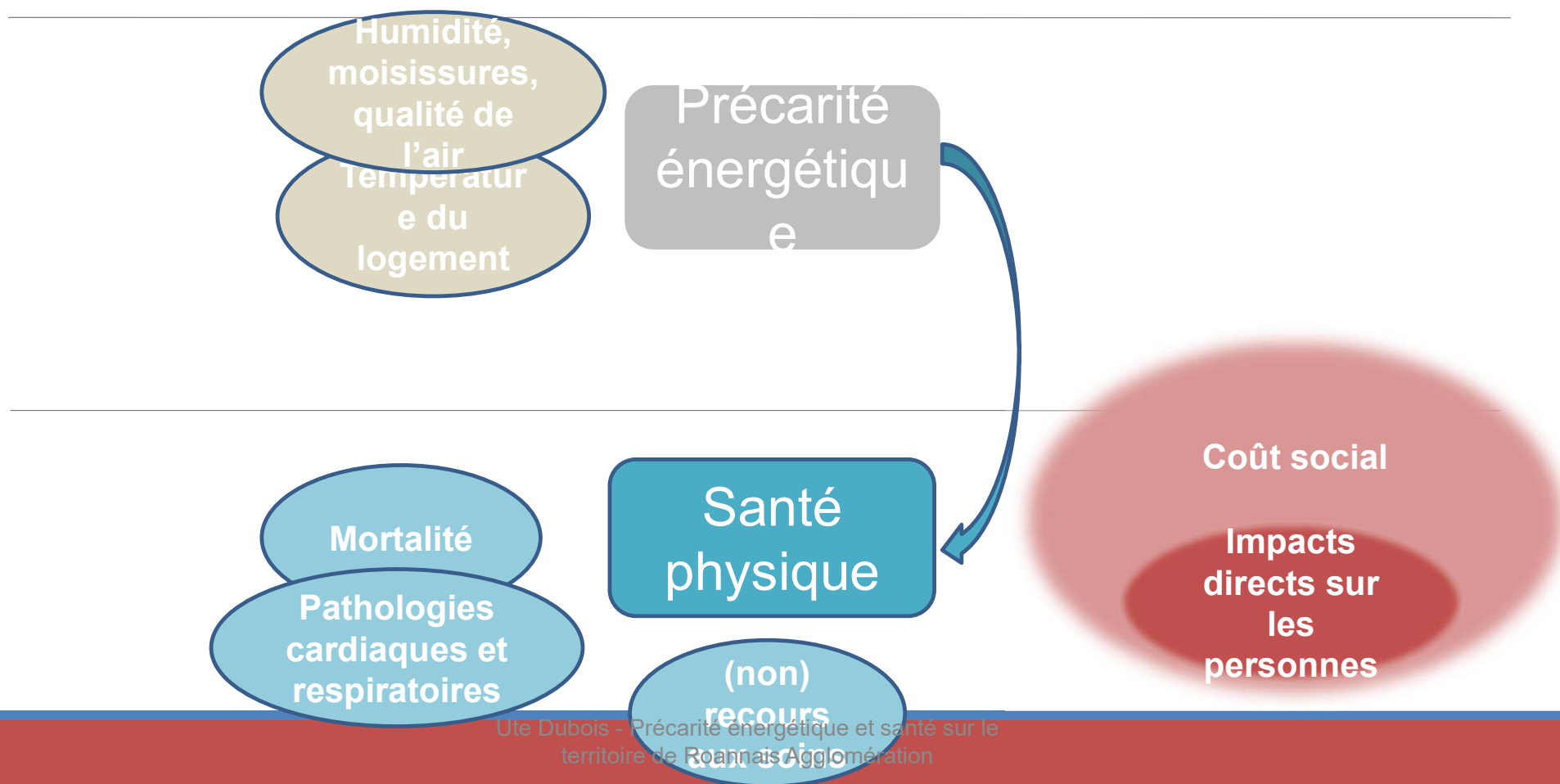
Un rapport d'étude qui s'articule autour des thèmes suivants

1. **Les facteurs contextuels** de la PE et des liens PE-santé sur le territoire
2. **La santé** des personnes en précarité et la connaissance des liens PE-santé
3. **Les conditions de logement** : présence d'humidité et de moisissures, habitat indigne
4. **Une lutte contre la précarité qui se fait dans un contexte où la faisabilité des aides est contrainte** : invisibilité des ménages en PE, fracture numérique

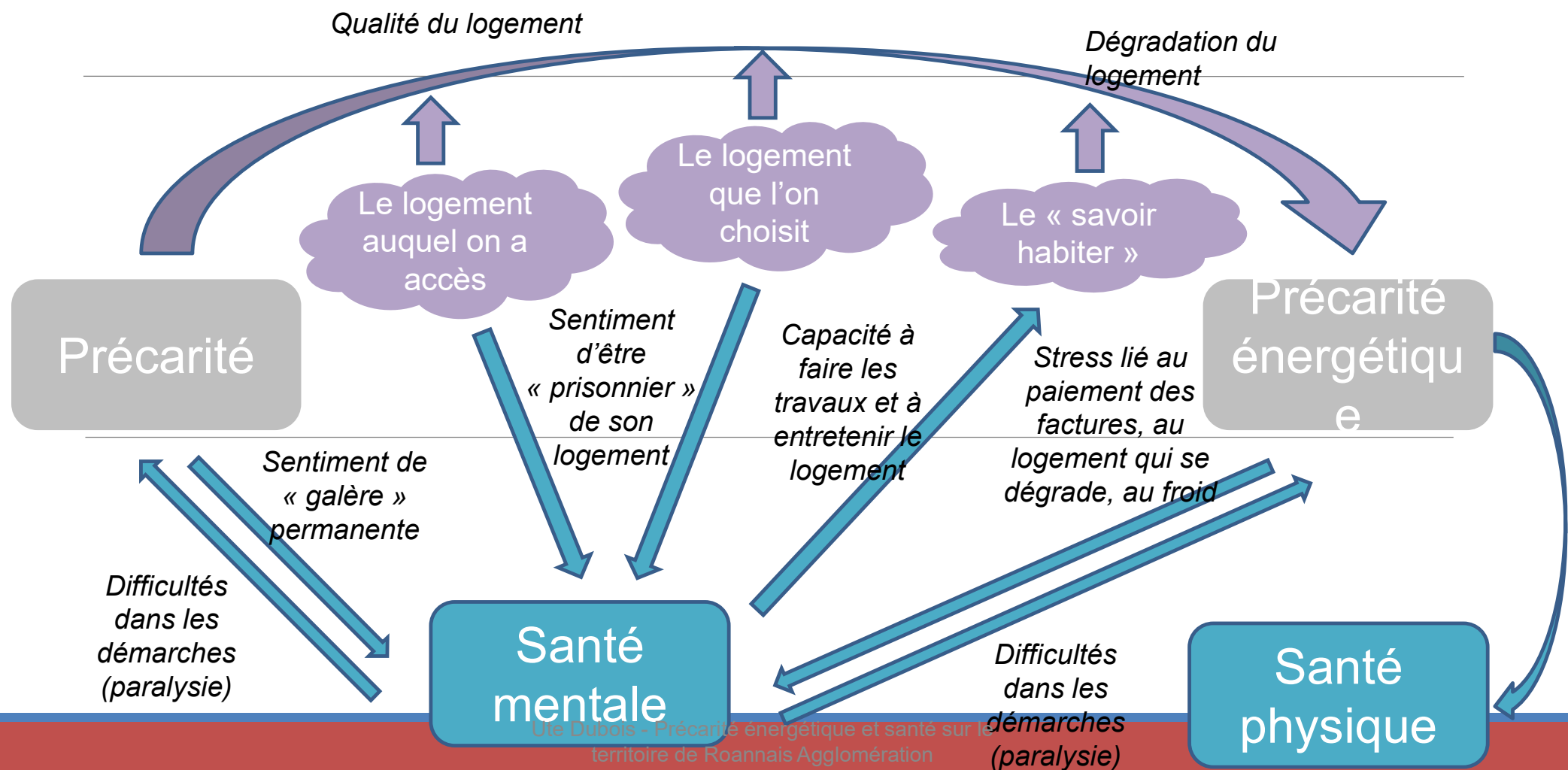
Un certain nombre de travaux se focalisent sur les impacts sur la santé physique



Ce qui est le plus souvent étudié



La perspective des acteurs du territoire



Sur le territoire, les liens PE-santé sont globalement peu connus

Quatre explications émergent du discours des acteurs

1. Les acteurs locaux manquent de **preuves que le problème existe**
2. La prise en compte du lien PE-santé pose de nombreuses **questions pratiques**
3. Sur le terrain les acteurs locaux ont **d'autres priorités**
4. Et ils constatent, de façon générale, un **manque d'engagement** sur la question

1. Les acteurs locaux manquent de preuves que le problème existe

• Le constat

- Il n'existe que peu de quantifications
 - Quelle importance des effets sur la santé ?
 - Quel sens du lien causal ?
 - Comment quantifier les impacts pour son territoire, pour des logements précis ?
- D'ailleurs les ménages se plaignent peu des impacts du mal-logement sur la santé
- Et les médecins établissent peu de certificats médicaux

• Pistes de réflexion

Proposer des outils concrets pour quantifier les bénéfices de la rénovation ?

Travailler sur la manière de recueillir l'information auprès des ménages concernés ?

Améliorer la connaissance des professionnels de santé sur la PE ?



2. La prise en compte du lien PE-santé pose de nombreuses questions pratiques

• Le constat

- Ils n'ont pas d'outils concrets d'identification des difficultés
- Ils ne savent pas nécessairement comment aborder la question avec les ménages
- S'ils constatent un effet de la PE sur la santé, ils ne savent pas ce qu'ils peuvent faire concrètement
- Ils ne peuvent pas indiquer pas concrètement qui doit être responsable de quoi

• Pistes de réflexion

Inclure explicitement la santé dans le repérage de la PE ?

Outiller les acteurs de terrain pour dialoguer avec les ménages sur les impacts sanitaires ?

Informar les acteurs de terrain sur les actions possibles et les interlocuteurs pour mieux lier PE et santé ?



3. Sur le terrain les acteurs locaux ont d'autres priorités

- Le constat

- Pour les ménages : avoir un toit au-dessus de la tête, même s'il est « traversant »
- Pour les politiques en matière
 - Sociale : priorité à l'aide au paiement des factures, au règlement des dettes, au fait de trouver un logement
 - De lutte contre l'habitat indigne : sécurité, l'accessibilité et les déplacements dans le logement
 - De santé : la prévention des effets des canicules et de la grippe prime sur la prévention contre les effets du mal-logement

- Pistes de réflexion

Sensibiliser les ménages aux impacts du choix d'un logement sur leur bien-être et santé dans la durée ?

Donner une place localement à la question sanitaire dans les politiques de lutte contre la PE

?



4. Et ils constatent, de façon générale, un manque d'engagement sur la question

• Le constat

- Politiques nationales : le lien PE – santé ne semble pas être une priorité sur l'agenda politique
- Des médecins sont difficiles à mobiliser sur ces sujets car peu disponibles
- Acteurs de la PE ont le sentiment de n'être pas en droit d'approfondir le thème de la santé (« Cela n'est pas de notre ressort »)

• Pistes de réflexion

Œuvrer pour que la santé soit placée sur l'agenda politique en matière de lutte contre la PE ?

Travailler localement de manière transverse de manière à impliquer dans la lutte contre la PE les acteurs issus de différents champs, dont la santé ?



Pour conclure :

- Pour mettre en œuvre efficacement des politiques centrées sur effets sanitaires de la PE, il est important de partir de ce que les acteurs locaux connaissent de la question.
- Localement :
 - La précarité énergétique est souvent abordée à partir de la question de la précarité plus généralement.
 - Les liens PE – santé sont assez peu connus et la santé n'est généralement pas un point d'entrée pour les politiques locales de lutte contre la PE.
- Le travail de terrain réalisé suggère quelques pistes d'action envisageables pour une meilleure intégration des questions sanitaires dans la lutte contre la PE.

Merci de votre attention

Ute Dubois

(ISG Lab, Institut Supérieur de Gestion, Paris)

ute.dubois@isg.fr

